

MÉMO

Augmenter l'affectation des recettes fiscales pour des services sociaux sensibles au genre



1. Qu'entendons-nous par « services publics de qualité sensibles au genre » ?ⁱ

Ce sont des services **démocratiques et justes** qui sont : 1) **financés par des fonds publics** ; 2) d'accès **public et universel** ; 3) **équitables et inclusifs** ; et 4) axés sur la **qualité**. En outre, ils sont conformes aux cadres des droits humains et aux quatre critères suivants : i) disponibles ii) accessibles iii) acceptables et iv) adaptables. **Les services sensibles au genre tiennent compte des différents rôles et besoins des hommes et des femmes.**

2. Pourquoi avons-nous besoin de services publics de qualité, sensibles au genre ?

Les femmes sont désavantagées par presque toutes les mesures mondiales. Par exemple, les femmes sont surreprésentées parmi les pauvresⁱⁱ et, par conséquent, elles seront plus souvent incapables de payer pour avoir accès à des services privés. Il existe également un certain nombre d'autres facteurs qui poussent les femmes à compter davantage sur les services publics, notamment : la répartition inégale du travail de soin non rémunéré, leurs besoins en matière de santé reproductive et la violence à l'égard des femmes et des filles. Par conséquent, **des services publics de qualité, sensibles au genre, sont essentiels à la réalisation des droits des femmes.**

3. Pourquoi la fiscalité et les services publics sensibles au genre sont-ils liés aux droits des femmes ?

La fiscalité est la source de financement la plus durable pour les budgets publics et est donc vitale pour assurer des services publics de qualité et pour la protection sociale. Les pertes fiscales et de revenus liées aux abus fiscaux transfrontaliers contribuent au sous-financement des services essentiels, des institutions et des infrastructures dont dépendent les femmes, des soins de santé à l'éducation, en passant par les tribunaux, les systèmes de transport, et une application responsable de la loi. Les pertes fiscales touchent plus gravement les pays en développement, et **chaque dollar perdu dans les paradis fiscaux est un dollar qui aurait pu être investi dans les services publics**, tels que la construction d'hôpitaux, d'écoles, de logements abordables et de systèmes de transport en commun, ou la distribution d'eau potable et l'assainissement.

L'insuffisance des dépenses consacrées aux services sociaux pèse souvent lourdement sur les femmes en particulier, car elles supportent généralement le fardeau du travail non rémunéré lorsque les institutions publiques sont en faillite. Les institutions et programmes conçus pour promouvoir l'égalité des sexes et soutenir la promotion de la femme sont souvent mal financés ou sous-financés et sont constamment exposés au risque des réductions budgétaires. Par conséquent, **la façon dont les ressources sont mobilisées, allouées et utilisées a de l'importance pour les femmes, car son impact sur la réalisation de leurs droits est direct.**

Enfin, la conception d'un système fiscal peut également avoir des effets directs sur les femmes. Par exemple, en ce qui concerne **l'équilibre entre les impôts directs et indirects**, les effets de la fiscalité indirecte, tels que les taxes sur la valeur ajoutée, suscitent des préoccupations. Ces taxes peuvent avoir un impact disproportionné sur les plus pauvres, qui ont tendance à dépenser une plus grande part de leurs revenus pour la consommation. Les femmes étant surreprésentées parmi les plus pauvres, cela a également un impact disproportionné sur les femmes.ⁱⁱⁱ

4. Quels sont les impacts du sous-financement sur la fourniture de services publics ?

Lorsque les budgets publics manquent de fonds pour financer les services publics et la protection sociale, les femmes et les filles, en particulier celles marginalisées ou vivant dans la pauvreté, souffrent souvent le plus. **Le sous-financement peut par exemple conduire à un manque d'accès à :**

> **Services de santé publics, gratuits et de qualité**

Y compris les services de santé sexuelle et reproductive tels que les services de planification familiale. La grossesse et l'accouchement augmentent le besoin des femmes en soins de santé vitaux. **Chaque jour, des femmes du monde entier meurent à cause de complications évitables au cours de leur grossesse et de leur accouchement.** La grande majorité des décès maternels survient dans des milieux défavorisés et peut être évitée.^{iv}

> **Approvisionnement en eau propre et salubre**

Lorsqu'il n'y a pas de service public d'approvisionnement en eau, **ce sont les femmes et les filles qui doivent généralement aller chercher de l'eau**, fardeau qui les rend vulnérables à la violence et les éloigne de l'éducation et de tout autre travail. **L'accès public à l'eau est vital pour l'éducation des femmes et pour leur autonomie économique.**

> **Garde d'enfants**

Les femmes consacrent près de 2,5 fois plus de temps que les hommes aux tâches ménagères et aux travaux domestiques non rémunérés. Les services sociaux tels que les services de garde d'enfants étant privés de **financement public, les femmes assument une part encore plus grande du travail non rémunéré.**

> **Éducation publique**

L'accès à une éducation publique gratuite et de qualité est essentiel pour garantir que les filles vivant dans la pauvreté, qui ne peuvent pas payer le coût d'une éducation privatisée, puissent aller à l'école.

> **Sécurité dans l'espace public**

Les femmes vivant dans la pauvreté dans les pays en développement sont **les plus exposées aux violences sexuelles dans la rue.** Les transports publics en particulier constituent un grand défi. Au Bangladesh, 84% des femmes interrogées ont déclaré avoir subi des insultes ou des commentaires sexuels, et plus de la moitié ont déclaré avoir confronté des avances sexuelles au cours de leurs déplacements. Dans les villes brésiliennes, les deux tiers des femmes déclarent avoir peur de voyager seules. À São Paulo, une femme serait agressée toutes les 15 secondes dans un lieu public, ce qui est encore aggravé pour les femmes qui subissent également d'autres formes d'inégalités croisées.

Des services publics financés par les impôts et axés sur les droits des femmes peuvent améliorer la sécurité des femmes dans les lieux publics en assurant **le maintien de l'ordre, des toilettes publiques sécurisées, des systèmes d'éclairage des rues et de billetterie conçus pour répondre aux besoins des femmes.**

5. Recommandations

Les gouvernements doivent assumer pleinement leurs obligations et augmenter les dépenses publiques consacrées à la fourniture de services publics de qualité en général tout en assurant le financement public des services destinés aux femmes et pour cela ils doivent :

1. **Maximiser les ressources disponibles** afin d'investir dans des services publics de qualité soucieux de l'égalité des sexes, dans l'économie de soins/garde et dans la protection sociale.
2. **Pratiquer la budgétisation sous une perspective de genre** - mobiliser et utiliser les ressources de manière à promouvoir l'égalité des sexes; réformer les lois fiscales afin qu'elles ne soient pas discriminatoires à l'égard des femmes; veiller à ce que les femmes aient une voix égale au moment de décider la manière dont l'argent public est dépensé. La budgétisation sensible au genre signifiera probablement l'allocation de davantage de fonds aux secteurs ayant un impact sur les femmes et les filles (tels que l'éducation, la petite enfance, la santé, la sécurité et le bien-être social) et des dépenses plus ciblées dans chacun de ces secteurs.
3. **Augmenter les impôts de la manière la plus progressive possible** - imposition directe du revenu, de la richesse et des personnes fortunées, et veiller à ce que les sociétés multinationales paient leur part.
4. **Renforcer les capacités des fonctionnaires** afin qu'ils comprennent et apprécient l'importance de l'intégration d'une perspective de genre dans l'élaboration des politiques.



Pour plus d'informations, contactez [Caroline Othim](#) - Alliance mondiale pour la justice fiscale

ⁱ Action Aid (2018) Gender Responsive Public Services Framework

ⁱⁱ UN Women (2015), [The Beijing Declaration and Platform for Action Turns 20](#)

ⁱⁱⁱ ActionAid (2017), [Making Tax Work for Women's Rights](#)

^{iv} World Health Organization (2018), [Maternal mortality](#)